Duplicata

RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE TULLE
36 AVE CHARLES DE GAULLE - BP 234
19012 TULLE CEDEX
TL :05.55.29.56.30 - FX :05.55.29.56.18
MINITEL : 08 36 29 11 11 - WWW.INFOGREFFE.fr
05.55.29.56.30

AG3B

Le Bourg
19330 ST GERMAIN LES VERGNES

V/REF :
N/REF : 98 B 79 / 2004-A-857

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TULLE CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 15/12/2004, SOUS LE NUMERO 2004-A-857,

P.V. d'assemblée du 22/07/2004
Statuts mis à jour
Rapport du Commissaire aux comptes à la transformation

Transformation en Société par actions simplifiée
Modification de la composition du conseil d'administration
Modification de la date de clôture de l'exercice social

CONCERNANT LA SOCIETE

AG3B
Société par actions simplifiée
Le Bourg
19330 ST GERMAIN LES VERGNES

R.C.S. TULLE 419 748 116 (98 B 79)

FAIT A TULLE LE 15/12/2004,

LE GREFFIER

TRIBUNAL DE COMMERCE DE TULLE
19012 TULLE

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

AG3B
SOCIETE ANONYME
AU CAPITAL DE 122 000 €
SIEGE SOCIAL : LE BOURG – 19330 ST GERMAIN LES VERGNES
RCS : TULLE B 419 748 116

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 22 JUILLET 2004

L'an deux mille quatre
Le vingt deux juillet,
A dix neuf heures

Les actionnaires de la société AG3B, société anonyme au capital de 122 000 €, divisé en 800 actions de 152,5 € chacune, dont le siège est Le Bourg - 19330 Saint Germain Les Vergnes, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social de la société OPTIPHARM, 159 bis avenue de Verdun – 36000 Châteauroux, sur convocation faite par le Conseil d'Administration selon lettre simple adressée à chaque actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Alain GROLLAUD.

Madame Isabelle Grollaud, actionnaire représentant tant par elle-même que comme mandataire le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, est appelée comme scrutateur.

Madame Isabelle GROLLAUD est désignée comme secrétaire.

Monsieur Serge FERRIERE, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoqué est absent.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents possèdent 800 actions sur les 800 actions ayant le droit de vote.

- la copie de la lettre de convocation adressée aux actionnaires,
- la feuille de présence, et la liste des actionnaires,
- le rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration,
- Un exemplaire des statuts de la société
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

AG IG

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Transformation de la société en SAS,
- Adoption des statuts sous leur nouvelle forme,
- Désignation du Président,
- Effets de la transformation,
- Pouvoirs pour l'exécution des formalités.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire :
– après avoir constaté que tous les actionnaires sont présents ou représentés et que les conditions requises par l'article L.225-243 du Code de commerce sont réunies ;

– après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes ;
décide la transformation de la société en société par actions simplifiée à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, en conséquence de l'adoption de la résolution qui précède et connaissance prise du projet de statuts de la société sous sa forme nouvelle de société par actions simplifiée, adopte lesdits statuts, dont le texte demeurera annexé au présent procès-verbal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire décide de nommer en qualité de président de la société pour une durée indéterminé, Monsieur Alain GROLLAUD demeurant à LUANT(36350) 92, Route de Châteauroux.
Monsieur Alain GROLLAUD intervenant aux présentes, déclare accepter ces fonctions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

AG IG

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire constate que les fonctions de Monsieur Serge FERRIERE commissaire aux comptes titulaire et de Monsieur Jean-Pierre DELSOL commissaire aux comptes suppléant, se poursuivent jusqu'au terme de leurs mandats.

La transformation sera opposable aux tiers dès l'inscription au registre du commerce et des sociétés, des modifications qui en résultent.

Toutefois, elle produit immédiatement effet dans les rapports entre les associés et la Direction de la société.

Elle met fin aux fonctions des administrateurs.

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration décide de changer définitivement la date de clôture de l'exercice social de la société pour la fixer dorénavant au 31 décembre.

La durée de l'exercice en cours est modifiée, elle est fixée au 31 décembre 2004. Les comptes dudit exercice seront établis, contrôlés, communiqués aux associés et soumis à leur approbation dans les conditions prévues aux nouveaux statuts.

Le rapport de gestion sera également établi, communiqué et présenté conformément aux dispositions statutaires de la Société sous sa nouvelle forme.

Les associés statueront sur ces comptes et se rapporteront conformément aux règles édictées par les statuts applicables à la Société par actions simplifiées. A cet égard, la transformation est réputée avoir pris effet du premier jour de l'exercice actuellement en cours.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

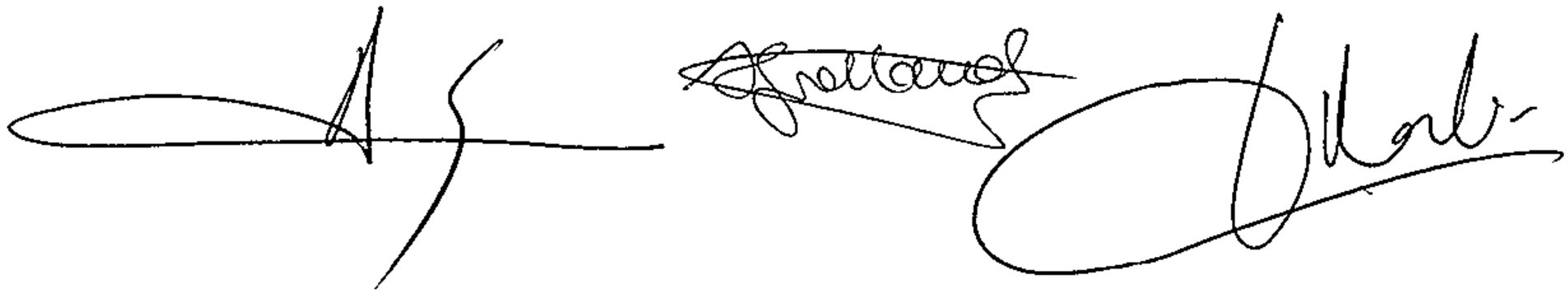
CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.



Enregistré à : RECETTE DIVISIONNAIRE DES IMPOTS DE TULLE Ext 2706

Le 08/12/2004 Bordereau n°2004/896 Case n°2

Enregistrement : 99 €

Timbre : 36 €

Total liquidé : cent trente-cinq euros

Montant reçu : cent trente-cinq euros

L'Agent

DUPLICATA

Chantal NICOT
Agente

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIE

SAS AG3B

Au capital de 122 000 €

SIEGE SOCIAL : Le BOURG
19330 SAINT GERMAIN LES VERGNES

STATUTS

Article 1 : FORME

La société a été constitué sous la forme d'une société anonyme aux termes d'un acte sous seing privé en date du 27 juin 1998.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée suivant décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 22 juillet 2004.

Cette décision de transformation a été prise à l'unanimité des actionnaires.

La société par actions simplifiée qui continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient crées ultérieurement, est régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société, et par les présents statuts.

Article 2 : OBJET

La Société a pour objet :

- La réalisation de toutes prestations administratives, comptables, de gestion, de conseil en communication, de formation, de management, marketing, commerciales, juridiques et financières, internes et externes, directes et indirectes, auprès des sociétés filiales de la société AG3B ainsi que des sociétés dans lesquelles cette dernière détient une participation ;

- La prise de participation ou de contrôle dans toute société, quel qu'en soit l'objet social ou la forme, et la gestion de ses filiales et participations ;

- La réalisation de toutes prestations administratives, comptables, de gestion, de conseil en communication, de formation, de management, marketing, commerciales, juridiques et financières, internes et externes, directes ou indirectes, auprès de toute société qui en manifesterait l'intention ab-post acceptation du ou des devis présentés par la société AG3B ;

- La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie d'investissement dans des sociétés diverses, de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription, ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location–gérance de tous fonds de commerce ou

établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Article 3 : DENOMINATION

La dénomination de la Société est : AG3B.

Tous les actes et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales "S.A.S" et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : Le Bourg, 19330 SAINT GERMAIN LES VERGNES

Il peut être transféré sur décision du Président de la société.

Article 5 : DUREE

La durée de la Société reste fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6 : APPORTS

Les apports faits à la constitution de la société et formant le capital d'origine sont tous des apports de numéraire.

I - Lors de la constitution de la société, il a été fait apport d'une somme de (800 000 F) 121 959,20 euros, libérée de sa valeur lors de sa souscription,
... .121 959,20 €

II – Aux termes du procès-verbal en date du 23 novembre 2001, constatant les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, il a été décidé d'augmenter, par prélèvement des réserves, le capital d'une somme de 40,79 euros,
.....40,79 €

TOTAL EGAL AU MONTANT DU CAPITAL SOCIAL.....122 000 €

Article 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à cent vingt deux mille euros (122 000 €).

Il est divisé en huit cents (800) actions de cent cinquante deux euros cinquante (152,50 €) chacune, entièrement souscrites et réparties entre les actionnaires en proportion de leurs droits.

Article 8 : MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des actionnaires prise dans les conditions de l'article 18 ci-après.
Les actionnaires peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.
En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales.
Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.
Lors de toute décision d'augmentation du capital, excepté lorsqu'elle est consécutive à un apport en nature ou lorsqu'elle résulte de l'émission préalable de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital, l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital ouverte aux salariés dans les conditions prévues par la réglementation.
Tous les trois ans, une assemblée générale extraordinaire est convoquée pour se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital ouverte aux salariés si, au vu du rapport présenté à l'assemblée générale en application de dispositions législatives, les actions détenues par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées aux sens de l'article L. 225-180 du code de commerce représentant moins de 3% du capital.

Article 9 : LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des

sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10 : FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Article 11 : TRANSMISSION DES ACTIONS

1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et du cessionnaire si les actions ne sont pas entièrement libérées. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La Société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales.

3 - Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ou au profit d'une personne nommée administrateur, la cession d'actions à un tiers non actionnaire à

quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément de la Société dans les conditions décrites ci-après.

Le cédant doit adresser à la Société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert. Elle doit être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte des actions dont la cession est projetée.

La décision est prise par le Président et n'est pas motivée.
Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus, le cédant dispose de quinze jours pour faire savoir par lettre recommandée à la Société s'il renonce ou non à la cession projetée.

Si le cédant ne renonce pas à la cession, le Président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un ou plusieurs actionnaires, soit par un ou plusieurs tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

Le prix d'achat est fixé d'accord entre les parties. En cas de désaccord, le prix est déterminé par un expert, conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés par le Président est régularisée par un ordre de virement signé du cédant ou, à défaut, du Président, qui le notifiera au cédant, dans les huit jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui n'est pas productif d'intérêts.

4 - Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession à un tiers, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, même aux adjudications publiques en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La clause d'agrément, objet du présent article, est applicable à toute cession de valeurs mobilières émises par la Société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la Société.

Article 12 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Article 13 : INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE PROPRIETE - USUFRUIT

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.
Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux assemblées générales. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.
Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.
Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

Article 14 : PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée à l'égard des tiers par un président, personne physique ou morale, actionnaire de la société
Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le premier président est Monsieur Alain GROLLAUD demeurant 92, route de Chateauroux 36350 LUANT

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à 12 mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des actionnaires. Le président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.
Le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que seul la publication des statuts suffise à constituer une preuve.
Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.
La rémunération du président est fixée par une décision collective des actionnaires statuant à la majorité Elle peut être fixe ou proportionnelle
Les fonctions du président prennent fin, soit par la démission ou la révocation, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.
La révocation du président peut être prononcée à tout moment par décision collective des actionnaires prise à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 15 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LE PRESIDENT OU UN ASSOCIE

Le président doit aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et lui-même, l'un de ses dirigeants, ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, autres que celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales lorsqu'en raison de leur objet ou de leur implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties.
Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

Article 16 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle des comptes de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui doivent satisfaire aux conditions de nomination prévues par la loi.
Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices ; leurs fonctions expirent après l'assemblée générale ordinaire des associés qui statue sur les comptes du sixième exercice.

Ils sont désignés par décision collective des associés.

Article 17 : DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES – OBJET

1. Les décisions suivantes sont prises collectivement par les associés :

- ✓ approbation des comptes annuels et affectation des résultats;
- ✓ examen du rapport du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article 16 et décisions s'y rapportant;
- ✓ nomination, révocation du Président, approbation de sa rémunération;
- ✓ nomination des commissaires aux comptes;
- ✓ agrément préalable des cessions et transmissions d'actions, exclusion d'un associé;
- ✓ augmentation, amortissement ou réduction de capital;
- ✓ émission de valeurs mobilières;
- ✓ fusion avec une autre société, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions:
- ✓ transformation en société d'une autre forme'
- ✓ modification des dispositions statutaires pour laquelle il n'est pas attribué compétence au Président par l'effet d'une stipulation expresse des présents statuts;
- ✓ dissolution de la société, nomination et révocation du liquidateur.

2. Lorsque la société ne comporte qu'une seule personne, les pouvoirs ci-dessus sont exercés par l'associé unique qui peut prendre toute décision de la compétence de la collectivité des associés à l'exception de celle qui requiert l'existence de plusieurs associés.

Article 18 : DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES - FORME

1. Les décisions collectives résultent au choix du président d'une assemblée ou d'une consultation écrite. La volonté des associés peut aussi être constatée par des actes sous signatures privées ou authentiques si elle est unanime.

2. En cas de réunion d'une assemblée, elle est convoquée par le président. Elle peut également être convoquée par le commissaire aux comptes.

La convocation est faite par lettre expédiée à chacun des associés, sous pli ordinaire ou recommandé ou par télécopie, dix jours au moins avant la réunion.

La convocation indique notamment les jour, heure et lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion dont le libellé doit faire apparaître clairement le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites.

L'Assemblée peut en outre être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés y sont présents ou régulièrement représentés.

L'Assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président de séance.

Une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée et certifiée exacte par le Président. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence. lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associes soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

3. En cas de consultation écrite, le président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que tous documents utiles à leur information.

Les associés disposent d'un délai de dix jours à compter de la date de réception du projet des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulée par les mots "oui ou non". La réponse est adressée par lettre recommandée ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

4. En présence d'associé unique, si celui-ci n'est pas président, les documents relatifs aux décisions proposées lui sont communiquées comme indiqué ci-dessus.

Article 19 : PARTICIPATION AUX DÉCISIONS COLLECTIVES

Tout associé a droit de participer aux décisions collectives du moment que ses actions sont inscrites en compte au jour de l'assemblée ou de l'envoi des pièces requises en vue d'une consultation écrite ou de l'établissement de l'acte exprimant la volonté des associés.
Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun de leur choix.
En cas de démembrement de propriété d'une action, l'usufruitier exerce le droit de vote attaché à cette action, sans préjudice du droit du nu-propriétaire de participer aux décisions collectives.
A cet effet, le nu-propriétaire sera convoqué et pourra assister aux assemblées et disposera du droit d'information prévu en cas de consultation écrite.
L'associé peut se faire représenter à l'assemblée par un autre associé.

Si la société ne comprend qu'un associé, celui-ci ne peut déléguer les pouvoirs qu'il détient en sa qualité d'associé.

ARTICLE 20 - VOTE - NOMBRE DE VOIX

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente. Chaque action donne droit à une voix.

La Société ne peut valablement voter du chef d'actions propres qu'elle pourrait détenir.

En outre, les associés dont les actions détenues seraient au sein d'une société anonyme exclues du vote par la réglementation applicable à cette société sont, dans les mêmes conditions. privés du droit de vote.

ARTICLE 21- ADOPTION DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises par un ou plusieurs associés représentant au moins les deux tiers des voix sauf pour les décisions suivantes qui doivent être prises à l'unanimité des associés :

A/ modification, adoption ou suppression de clauses statutaires visées à l'article 262-20 de la loi sur les sociétés commerciales relatives à la transmission des actions et à l'exclusion d'un associe

B/ augmentation de l'engagement social d'un associé notamment en cas de transformation de la société en société en nom collectif ou en commandite

ARTICLE 22- PROCÈS VERBAUX

Toute délibération de l'Assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, l'identité des associés participant au vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexé la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou. le cas échéant, de séance. sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Si la société ne comprend qu'un associé, les décisions qu'il prend sont répertoriées dans ce registre.

ARTICLE 23- DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social ou au lieu de la direction administrative, connaissance des comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives. Les documents à lui communiquer sont limités à ceux concernant les trois derniers exercices.

En vue de l'approbation des comptes, le président adresse ou remet à chaque associé les comptes annuels, les rapports du commissaire aux comptes, le rapport de gestion du président et les textes des résolutions proposées.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser, par écrit, des questions auxquelles le président est tenu de répondre également par écrit.

Pour toute autre consultation, le président adresse ou remet aux associés avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des résolutions proposées et le rapport du

président ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

Si la société ne comprend qu'un associé et que celui-ci n'exerce pas les fonctions de président, les documents visés ci-dessus lui seront communiqués conformément aux dispositions du présent article.

Article 24 : EXERCICE SOCIAL

"Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre."
Par exception, le premier exercice de la société sous la forme de SAS clôturera le 31 décembre 2004.

Article 25 : INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 26 : AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par l'Assemblée entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 27 : PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 28 : CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 29 : TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions et suivants les modalités prévues par les dispositions en vigueur.

Article 30 : DISSOLUTION - LIQUIDATION

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires. Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société, soit par décision judiciaire à la demande d'un tiers, soit par déclaration au greffe du Tribunal de commerce faite par l'actionnaire unique, entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 31 : CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les actionnaires ou les administrateurs, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Fait à Montreuil
Le 22 Juillet 2004
En 5 originaux

SERGE FERRIÈRE
EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE
DE LIMOGES

A G 3 B
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 122 000 EUROS
SIEGE SOCIAL : LE BOURG
SAINT GERMAIN LES VERGNES – CORREZE
B 419 748 116 RCS TULLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

A LA TRANSFORMATION

SERGE FERRIÈRE
EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE
DE LIMOGES

A G 3 B
GESTION DES FILIALES ET PRISE DE PARTICIPATION DANS TOUTE SOCIETE
LE BOURG
19130 – SAINT GERMAIN LES VERGNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION

Votre assemblée générale extraordinaire, convoquée le 22 juillet 2004, est appelée à se prononcer sur la transformation de la société anonyme « A G 3 B » qui a pour objet la prise de participation dans tout société et la gestion de ses filiales et participations, en société par actions simplifiée.

En application de l'article L. 225-244 du Code de commerce, en cas de transformation d'une société anonyme en société d'une autre forme, le commissaire aux comptes de la société vérifie que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

Les capitaux propres se définissent conformément aux dispositions de l'article 13 du décret du 29 novembre 1983 (dispositions prises en application des articles L. 121-1 à L. 121-3 et L. 123-12 à L. 123-23 du Code de commerce).

La société a plus de deux années d'existence et plus de deux bilans ont été approuvés. La société ne fait pas publiquement appel à l'épargne, ses actions son nominatives et son capital social est de 122 000 Euros.

Mes diligences ont porté sur la situation comptable au 30 juin 2004, selon un projet de comptes annuels arrêtés à cette date. Ces comptes sont annexés au présent rapport.

Les opérations intervenues entre le premier juillet 2004 et la date d'établissement de mon rapport ne remettent pas en cause la conclusion de mon rapport.

J'ai effectué mes diligences selon les normes de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicables à cette mission.

Le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social.

A Ussac,
Le 5 juillet 2004

Serge Ferrière
Commissaire aux comptes

3IROGNE - 19270 USSAC - TÉL. 05 55 88 16 16 - FAX 05 55 88 16 16

BILAN ACTIF (Projet)

SA AG3B

Présentation en EUR	30/06/2004			30/06/2003
	Brut	Amort. prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	27 337,70	9 852,97	17 484,73	24 319,16
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations	838 789,53		838 789,53	863 059,41
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
	866 127,23	**9 852,97**	**856 274,26**	**887 378,57**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	44 932,96		44 932,96	50 332,58
Autres créances	232 312,96		232 312,96	313 825,20
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres	30,49		30,49	30,49
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	112 183,62		112 183,62	121 372,94
Charges constatées d'avance (3)	1 007,77		1 007,77	1 072,40
	390 467,80		**390 467,80**	**486 633,61**
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	**1 256 595,03**	**9 852,97**	**1 246 742,06**	**1 374 012,18**

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an (brut)
(3) Dont à plus d'un an (brut)

SF

BILAN PASSIF (Projet)

SA AG3B

Présentation en EUR			30/06/2004 Net	30/06/2003 Net
CAPITAUX PROPRES				
Capital	(dont versé :	122 000,00)	122 000,00	122 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecarts de réévaluation				
Ecarts d'équivalence				
Réserves :				
- Réserve légale			12 200,00	12 200,00
- Réserves statutaires ou contractuelles				
- Réserves réglementées				
- Autres réserves			533 624,32	533 624,32
Report à nouveau			154 243,50	
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)			133 848,55	174 243,50
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
			955 916,37	**842 067,82**
AUTRES FONDS PROPRES				
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
Autres fonds propres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
DETTES (1)				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)			4 118,98	59 978,24
Emprunts et dettes financières (3)			246 442,52	415 933,56
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés			2 756,77	3 411,92
Dettes fiscales et sociales			37 507,42	52 620,64
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance (1)				
			290 825,69	**531 944,36**
Ecarts de conversion Passif				
TOTAL GENERAL			**1 246 742,06**	**1 374 012,18**
(1) Dont à plus d'un an				
(1) Dont à moins d'un an				
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque				
(3) Dont emprunts participatifs				

SF

COMPTE DE RESULTAT 1/2 (Projet)

SA AG3B

Présentation en EUR	30/06/2004 France	30/06/2004 Exportation	30/06/2004 Total	30/06/2003 Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	271 796,58		271 796,58	265 601,80
Chiffre d'affaires net	**271 796,58**		**271 796,58**	**265 601,80**
Production stockée				
Production immobilisée				
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions et transfert de charges			2 744,04	3 106,23
Autres produits			4,48	359,12
			274 545,10	**269 067,15**
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achat de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes (a)			22 567,79	31 939,01
Impôts, taxes et versements assimilés			4 857,88	5 686,64
Salaires et traitements			142 267,20	131 796,82
Charges sociales			54 361,51	49 234,17
Dotations aux amortissements et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			6 834,43	6 610,07
- Sur immobilisations : dotations aux provisions				
- Sur actif circulant : dotations aux provisions				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			3,02	4,56
			230 891,83	**225 271,27**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**43 653,27**	**43 795,88**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
De participations (3)			114 828,00	153 104,00
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			4 634,15	10 510,04
Reprises sur provisions et tranfert de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			119 462,15	**163 614,04**
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			16 669,99	24 354,38
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			16 669,99	**24 354,38**
RESULTAT FINANCIER			**102 792,16**	**139 259,66**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**146 445,43**	**183 055,54**

sf.

COMPTE DE RESULTAT 2/2 (Projet)

SA AG3B

Présentation en EUR	30/06/2004 Total	30/06/2003 Total
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	19 900,00	7 318,75
Reprises sur provisions et tranferts de charges		
	19 900,00	**7 318,75**
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	24 269,88	6 742,79
Dotations aux amortissements et aux provisions		
	24 269,88	**6 742,79**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**- 4 369,88**	**575,96**
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	**8 227,00**	**9 388,00**
Total des produits	**413 907,25**	**439 999,94**
Total des charges	**280 058,70**	**265 756,44**
BENEFICE OU PERTE	**133 848,55**	**174 243,50**
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entreprises liées		
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées		

sf